

MIGRATION

POLITIQUE D'ACCUEIL

Les normes « sont respectées »

María Elorza Saralegui

Suite à une analyse inédite du Lëtzeburger Flüchtlingsrot sur les conditions de vie « déplorables » dans certaines structures d'hébergement pour les personnes réfugiées, le ministère de la Famille et l'Office national de l'accueil, interpellés par le woxx, répondent aux accusations de violations des normes européennes.

Des cabines de toilette avec le verrou cassé, des douches dont le carrelage est couvert de grumeaux, de la nourriture indigeste, des lits collés les uns à côté des autres... Il y a plusieurs mois, un rapport inédit du collectif « Lëtzeburger Flüchtlingsrot » (LFR), auquel le woxx avait eu accès, détaillait pour la première fois systématiquement les conditions de vie dans les structures d'accueil et d'hébergement pour les personnes réfugiées (woxx 1839). Des 73 existant au grand-duché, huit de ces centres étaient pointés du doigt par l'analyse du collectif. En cause : des manquements graves au niveau de la dignité humaine ou du confort de vie. Or, malgré les critiques du LFR dans son rapport et malgré les photos et les preuves qui y sont détaillées, le ministère de la Famille, interpellé par le woxx, affirme : « Les normes européennes en vigueur sont respectées dans toutes les structures de l'ONA. »

Au niveau européen, ces normes en vigueur sont établies par une directive européenne de 2013 ainsi que par un guide de l'Agence de l'Union européenne pour l'asile. Ce dernier indique des critères pour le logement des demandeur-euses d'asile, notamment un nombre maximal de quatre adultes par chambre et une surveillance au moyen de contrôles indépendants. Des huit structures analysées, aucune ne satisfait complètement ces normes de base. Selon le LFR, il s'agit surtout de structures temporaires, mises en place pour répondre à une urgence liée à la saturation, mais devenues des centres d'hébergement pour plusieurs mois, voire années. « Les conditions de vie dans les structures d'hébergement sont une priorité », répond à son tour l'Office national de l'accueil (ONA) au

woxx. « Il est veillé en permanence à ce que chaque personne hébergée puisse vivre dans des conditions décentes, sûres et dignes. Les éventuels problèmes identifiés font l'objet d'un suivi rigoureux et sont traités rapidement. »

Des exceptions temporaires ?

Structure par structure, l'analyse du collectif LFR a constaté des « violations importantes aux standards européens », avec trois critiques principales : l'insécurité, notamment pour les femmes, le manque d'intimité et l'insalubrité. La sécurité serait garantie par des agent-es présents « sur la plupart des sites », répond le ministère de la Famille. Il s'agit d'agent-es spécialement sensibilisé-es au travail avec des personnes en situation de vulnérabilité. Quant à la salubrité, tant la qualité de l'hygiène que celle de la nourriture seraient assurées par les prestataires des services pro-

fessionnels sous contrat, indique le ministère, même s'il ajoute : « Malgré ces mesures, il n'est pas exclu que des saletés ponctuelles puissent survenir. » Contrairement à tout autre logement, les structures sont exclues de la loi de 2019 sur les critères minimaux de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité. Bien que cette situation crée un « flou juridique » dénoncé par le LFR, le ministère justifie l'exclusion par le fait que les structures de l'ONA sont destinées à un usage « temporaire » – oubliant peut-être que, en attendant de recevoir une réponse à leur demande de protection et face aux difficultés de trouver un logement sur le marché privé, beaucoup des personnes y résident pendant des années.

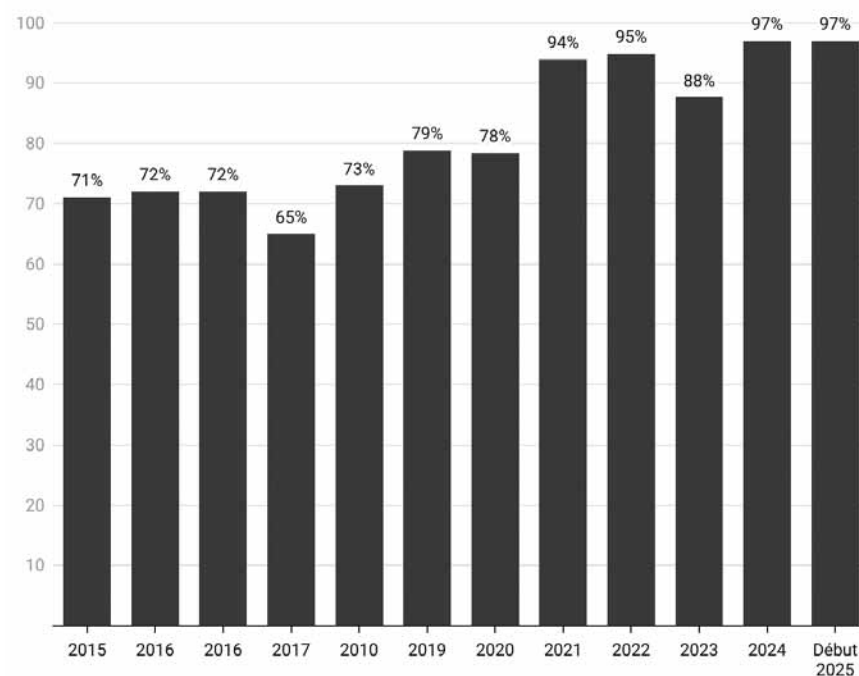
Selon le LFR, les conditions non dignes risquent d'occasionner des impacts considérables sur la santé tant physique que mentale des résident-es. Alors que toute personne hébergée a le droit de signaler des abus, dans la pratique, les ONG pointent le fait que

de nombreuses plaintes sont « classées sans suite ». Or, l'ONA ne rapporte aucune plainte officielle « formellement enregistrée concernant les conditions de vie dans ses structures d'hébergement » depuis 2020. « Dans les cas où des situations individuelles soulèvent des difficultés particulières, celles-ci sont examinées en collaboration avec les partenaires institutionnels et sociaux concernés, dans un souci constant d'amélioration et de respect du cadre légal applicable », assure-t-on au woxx.

Quant aux critiques concernant des structures particulières dénoncées dans l'analyse, le ministère assure qu'il s'agit d'exceptions. Ceci serait le cas pour un dortoir à Soleuvre, par exemple, qui existe depuis 2017 et hébergerait trente femmes dans une seule pièce – violant ainsi une des normes européennes. Mais la chambre est « divisée en différentes zones, afin de garantir la vie privée des résidentes. En général, les chambres à coucher aussi grandes constituent une exception », se défend le ministère, qui avoue ne pas être en mesure d'indiquer le nombre moyen de lits par chambre dans les structures d'accueil, car toute structure varie en fonction de l'espace et de l'utilisation.

Des contrôles... mais pas indépendants

Les ONG sur le terrain réclament un accès aux structures et dénoncent le manque d'inspections indépendantes. Depuis le premier juin 2024, les structures tombent certes sous le cadre de la loi « commodo », explique l'Inspection du travail et des mines (ITM). L'ITM accorde ainsi une autorisation d'exploitation à chaque établissement : « En théorie les 'exploitants' doivent maintenant introduire une demande d'autorisation jusqu'au 1er décembre 2025 », détaille une porte-parole au woxx. « Vu qu'il s'agit d'une mise en conformité d'un établissement existant, nous ne pouvons pas demander de modifications touchant le gros œuvre. Dans cette autorisation, nous accordons en général [un délai qui stipule que] l'établisse-



Le taux d'occupation net (en pourcentage) entre 2015 et 2025 dans les structures de l'ONA, y inclus celles de primo-accueil.

Graphique: woxx • Source: Direction de l'immigration • Créé avec Datawrapper

Les taux d'occupation ne cessent de monter dans les structures d'accueil et d'hébergement. Dans huit de ces structures, le LFR avait témoigné de conditions de vie « déplorables » et dénoncé des « violations importantes aux standards européens ».

MIGRATION

INTERGLOBAL

PROTESTE IN DER UKRAINE

Revolution auf Pappe

Yelizaveta Landenberger

ment doit être mis en conformité dans les 24 mois. » Pourtant, ni le Service contrôles, exploitations et autorisations ni le Service des établissements soumis à autorisation n'ont pour le moment effectué de contrôles dans les structures, confirme-t-elle.

Des contrôles ont bien été réalisés, détaille l'ONA, mais par des organismes agréés : l'office lui-même et les gestionnaires de site effectuent des inspections pour garantir la conformité des structures, « notamment l'état général des locaux, les équipements, le mobilier et les installations sanitaires ». 138 contrôles auraient ainsi été effectués durant l'année 2024 dans 57 structures d'hébergement, avec une note moyenne de 85,73/100. L'office précise ne pas disposer de données consolidées pour les années précédentes.

Tout comme le gouvernement antérieur, le ministère de la Famille renvoie à la saturation des structures en guise d'explication pour les conditions dénoncées par le LFR : « Sous ces circonstances, il est nécessaire d'utiliser de manière optimale les structures disponibles afin de pouvoir accueillir toutes les personnes qui souhaitent introduire une demande de protection internationale ou une demande de protection temporaire au Luxembourg. » Force est de constater qu'en dépit des besoins et d'une saturation chronique, les structures ne sont pas pensées pour un logement à long terme, ni par le gouvernement ni par les communes, dont le LFR dénonce pour quelques-unes le manque de solidarité. S'y ajoute le marché locatif privé du grand-duché, qui ne facilite pas l'autonomie des personnes ayant obtenu une protection, mais n'arrivant que très difficilement à sortir d'une structure de l'ONA – même avec du soutien et un travail. La violation de leurs droits, dans certaines structures comme en dehors, en est la conséquence : ainsi, depuis octobre 2023, des personnes demandeuses d'asile se retrouvent à la rue (woxx 1829) et voient leurs droits bafoués, selon les multiples ONG sur le terrain et les verdicts du tribunal administratif. Vu l'annonce du ministre de la Famille, Max Hahn, de la fermeture de plusieurs structures ces prochains mois, qui entraînerait la perte d'environ 400 lits en 2025 et d'environ 300 autres en 2026, les conditions de vie risquent de s'aggraver. Interpellé par le woxx à ce sujet, le ministère n'a pas voulu communiquer plus de détails.

Die unabhängigen Antikorruptionsbehörden in der Ukraine sind ein Vermächtnis der Maidan-Proteste von 2014. Vergangene Woche haben Tausende erfolgreich gegen die Aufhebung ihrer Autonomie demonstriert.

Seit Beginn der russischen Vollinvasion 2022 hat es in der Ukraine keine größeren Proteste gegeben – bis zu jenen Demonstrationen, die in der vergangenen Woche in der Hauptstadt Kiew, aber auch in Odessa, Lwiw, Charkiw und anderen Städten stattfanden.

Tausende vorwiegend junger Demonstrant*innen protestierten gegen ein am 22. Juli im Schnellverfahren vom ukrainischen Parlament verabschiedetes Gesetz, das vorsah, das für Korruptionsermittlungen zuständige Nationale Antikorruptionsbüro der Ukraine (Nabu) und die Spezialisierte Antikorruptionsstaatsanwaltschaft (Sap) zukünftig der Generalstaatsanwaltschaft zu unterstellen. Dies hätte einen gravierenden Eingriff in die Unabhängigkeit der Behörden bedeutet, denn der Generalstaatsanwalt wird vom Präsidenten ernannt. Die unab-

hängigen Behörden Nabu und Sap waren geschaffen worden, um die gängige Praxis politischer Einflussnahme auf Korruptionsermittlungen zu verhindern.

Das Gesetz mit der Nummer 12.414 wurde mit großer Mehrheit verabschiedet. Im Parlament hielt die Oppositionspolitikerin Julija Tymoschenko eine flammende Rede gegen die Antikorruptionsbehörden, in der sie diese als Instrumente ausländischer Kontrolle und ihre Unterordnung unter die Generalstaatsanwaltschaft als Akt der „Dekolonisierung“ darstell-

„Die Korruption dankt, aber wir nicht!“, steht auf den Schild der Demonstrantin bei der Parlamentssitzung zum neuen Gesetzesentwurf für die Unabhängigkeit der Antikorruptionsbehörden in der Ukraine.



FOTO: EPA-SERGEY DOLZHENKO



„Die Ukraine ist keine Bananenrepublik!“, „Wir wollen in die Europäische Union“ – die Schilder der Demonstrant*innen für die Unabhängigkeit der Antikorruptionsbehörden in der Ukraine tragen eindeutige Botschaften.

te. Trotz der Proteste unterzeichnete Präsident Wolodymyr Selenskyj das Gesetz noch am Abend des 22. Juli.

„Die Korruption applaudiert“

Auf den Schildern, mit denen Demonstrant*innen in den Folgetagen auf die Straße gingen, zeigten sie Sprüche wie „12.414, fick dich“, „Die Korruption applaudiert“, „Das Land der Sklaven ist nicht hier“ oder – in Anspielung auf den 2014 gestürzten ehemaligen Präsidenten – „Mit Janukowytsch endete es böse“. Ebenfalls beliebt war der markante Ausruf „Ganba!“, Schande. Unter den Demonstrierenden befanden sich auch Veteran*innen in Rollstühlen und maskierte Soldat*innen. Selbstironisch bezeichneten die Ukrainer*innen ihre Proteste wegen der selbstgebastelten Pappplakate auch als „Revolution auf Pappe“.

Das Gesetz verstehen die Protestierenden als autoritäre Intervention des Präsidenten gegen den Rechtsstaat. Sie verdächtigen ihn, Leute aus seinem engen Kreis vor Korruptionsermittlungen schützen zu wollen. Auch die mit dem Friedensnobelpreis ausgezeichnete ukrainische Menschenrechtsorganisation Center for Civil Liberties verurteilte das Gesetz.

Außerdem wurde befürchtet, dass es den EU-Beitrittsprozess der Ukraine gefährden werde. Nabu und Sap waren infolge der „Revolution der Würde“ 2014 in Kooperation mit westlichen Partnern und Geldgebern entwickelt worden und sollten das Land auf einen EU-Beitritt vorbereiten.

Auch der Internationale Währungsfonds (IWF), der die Ukraine nach Beginn des Krieges 2014 dauerhaft mit Milliardenkrediten versorgte, forderte die Einrichtung solcher unabhängiger Antikorruptionsbehörden. Kritik kam deshalb auch von EU-Politiker*innen. So schrieb die EU-Erweiterungskommissarin Marta Kos auf X, dass unabhängige Behörden wie Nabu und Sap „essenziell für den EU-Weg der Ukraine“ seien.

Einsehen oder Schadensbegrenzung?

Selenskyj legte dem Parlament am 24. Juli einen neuen Gesetzentwurf vor, der die Unabhängigkeit der Antikorruptionsbehörden wiederherstellen sollte. Da die Abgeordneten bereits in Sommerpause waren, musste zunächst ein Sondertermin zur Abstimmung gefunden werden. Die ukrainische Regierung hatte zuvor über diplomatische Kanäle der EU die Warnung erhalten, dass ein Teil der EU-Finanzhilfen zurückgehalten werde, wenn der Gesetzentwurf zur Wiederherstellung der Unabhängigkeit der ukrainischen Antikorruptionsbehörden nicht schnell verabschiedet würde, berichtete das Online-Medium Ukrainska Prawda am 29. Juli unter Berufung auf anonyme Quellen.

Am 31. Juli schließlich die Erleichterung: Das Parlament stimmte mit großer Mehrheit für den neuen Gesetzentwurf und korrigierte damit seine vorherige Entscheidung.

Die Demonstrant*innen versammelten sich am Tag der Abstimmung zu einer letzten Kundgebung. Viele

von ihnen dürften erschöpft gewesen sein, denn in der Nacht zuvor war die Hauptstadt stundenlang mit Drohnen und Raketen beschossen worden. Unter anderem wurde ein Wohnhaus zerstört, insgesamt starben über 30 Menschen, fast 200 wurden verletzt. Es war der verheerendste Angriff auf Kiew seit Anfang 2022. Doch trotz der regelmäßigen Luftalarme und nächtlichen Angriffe gingen die Demonstrant*innen mehrere Tage in Folge auf die Straße: Bei den ersten großen Protesten seit Februar 2022 äußerten sie trotz der Bedrohung von außen laut und selbstbewusst Kritik an Missständen im Inneren, über die man bislang wegen der existenziellen Bedrohung aus Russland hinweggesehen hatte.

Yelizaveta Landenberger arbeitet als wissenschaftliche Mitarbeiterin am Lehrstuhl für Ostslawische Literaturen und Kulturen der Humboldt-Universität zu Berlin; sie ist außerdem als Journalistin und Übersetzerin tätig.

AVIS

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte

Type de marché : travaux

Date limite de remise des plis : 10/09/2025 10:00

Lieu : Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Intitulé : Travaux de façade à exécuter dans l'intérêt de l'Auberge de jeunesse à Vianden

Description : Travaux de façade 2.000 m² La durée des travaux est de 80 jours ouvrables, à débiter le 4e trimestre 2025. Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

Conditions d'obtention du dossier : Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Réception des plis : Les offres sont à remettre via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

N° avis complet sur pmp.lu : 2501951